Numérisation CERMTRI

Vendredi 18 Juin 1948 - Bi-Mensuel "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" Numéro 219 6 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e) CUT 80 60 — C C P PARIS 5479 17 — IMPRIME EN FRANCE

VIVENT LES GREVISTES DE BERGOUGNAN!

Tous unis derrière eux pour briser l'offensive du Capital

A la porte, les ministres assassins d'ouvriers

Le Bureau politique du P.C.I. adresse son salut fraternel aux grévistes de Bergougnan et à tous les travailleurs de Clermont-Ferrand qui se sont placés à l'avant-garde de la classe ouvrière et lui ont donné un magnifique exemple de rébellion contre l'offensive du capital s'attaquant aux conditions de vie et aux libertés ouvrières. Le Bureau politique salue tout particulièrement les jeunes et les femmes qui ont été à la pointe du combat.

La grève de Bergougnan a été laissée isolée pendant trois semaines en face d'un patronat uni, soutenu par toutes les forces de son Etat. Cet isolement a encouragé l'agression du ministre de l'Intérieur, croyant à l'épuisement des ouvriers. Celui-ci a fait un faux calcul. Les 1.800 grévistes de Bergougnan, appuyés par les ouvriers de Clermont-Ferrand, ont tenu en échec une proportion considérable de toutes les forces de répression de l'Etat capitaliste. Une fois de plus, il est prouvé que la lutte isolée favorise le patronat, tandis qu'une lutte d'ensemble bien dirigée assurerait la victoire.

La grève de Bergougnan n'est pas seulement une lutte pour une augmentation de 20 %, qui ne peut compenser la dévaluation passée des salaires. Tant de combativité exprimait que les travailleurs de Clermont voulaient mettre un terme à leurs souffrances, voulaient un véritable minimum vital et que celui-ci ne peut être arraché qu'en s'attaquant au régime lui-même.

Toute la classe ouvrière, sans distinction de tendances, soutiendra activement la grève de Clermont-Ferrand. Par tous les moyens (débrayages, manifestations, collectes), le front ouvrier, brisé par des bureaucraties rivales, sera ressoudé pour assurer la victoire, qui pourra marquer la fin de l'offensive du capital et le début de la contre-offensive prolétarienne.

Le gouvernement de la « Troisième Force », qui tolère les provocations des bandes gaullistes, montre que l'appareil de la IVe République, comme celui de la IIIe, n'est destiné qu'à assurer l'ordre bourgeois. Pas un travailleur socialiste ne continuera à faire confiance au parti de J. Moch et autres chiens de garde du capital. Pas un travailleur communiste n'oubliera que Thorez, à Ivry, en 1945, obligea les ouvriers à dissoudre leurs milices et à rendre leurs armes au profit « d'une seule armée, d'une seule police, d'un seul gouvernement » qui, aujourd'hui, frappent les travailleurs.

Dans le monde entier, les travailleurs se dressent contre l'exploitation capitaliste. Dockers de Londres, métallos belges et milanais mènent la même bataille que ceux de Clermont-Ferrand. Et ceux-ci se battent contre le même ennemi que les insurgés du Viet-Nam : le trust du caoutchouc.

Contre l'offensive du capital.
Pour un véritable minimum vital.
Pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.
Vive le front unique de tous les travailleurs de France !
Vive le front unique des prolétaires du monde entier !

Des luttes partielles à une lutte d'ensemble pour un véritable minimum vital

L'OFFENSIVE bourgeoise se développe sur tous les fronts. Il n'est pas une catégorie ouvrière ou des classes moyennes qui ne soit visée. Dans les usines, la cadence du travail augmente, les temps sont baissés tandis que le chômage se développe. Des coupes sombres sont opérées dans la fonction publique en même temps que le plan de reclassement apparaît comme une immense duperie. Le Plan Mayer retombe lourdement sur la petite bourgeoisie. L'ensemble de la classe ouvrière, à quelque tendance qu'elle appartienne, voudrait combattre pour ses propres objectifs. Mais la classe ouvrière a en partie perdu confiance, d'une part dans la capacité de ses dirigeants traditionnels, staliniens et réformistes à assurer à son combat revendicatif et politique un caractère d'unanimité indispensable au succès, d'autre part dans sa propre capacité de vaincre par elle-même et en engageant le combat, l'unité d'action de tous.

La volonté de combat s'exprime à la base avant bien chez les syndiqués F.O. que chez les syndiqués C.G.T. ou chez les inorganisés. Témoin les ardentes réponses apportées aux appels inspirés par la C.G.T. à la baisse des temps, pour l'augmentation des salaires (Renault, Chausson, Morane, Bergougnan, grèves du Nord et de l'Est, etc.). Témoin cette résolution adoptée par les syndiqués F.O. de Montrouge qui demande à la direction F.O. de prendre la tête d'un mouvement de grève pour le salaire.

Le parti socialiste et la C.G.T.F.O. appuient de toutes leurs forces la politique gouvernementale de blocage des salaires, et manifestent la plus grande hostilité à l'égard de toutes les luttes ouvrières. Impuissants et capitulard de la manière la plus honteuse devant de Gaulle, à Nevers, le socialiste Jules Moch, premier flic de France, retrouve toute son énergie contre les grévistes de Bergougnan et les masses laborieuses de Clermont-Ferrand.

Le programme du P.C.F. et de la C.G.T.

L'attitude des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. est beaucoup plus complexe à analyser, leur politique infiniment plus fluctuante et contradictoire. Si dans certaines usines, le P.C.F. impulse et anime les luttes, dans d'autres il traîne la combativité ouvrière. Ainsi, au même moment où la direction de la C.G.T. appelait les travailleurs à l'action chez Renault, les dirigeants syndicaux en appelaient à « la collaboration loyale » du patron Lefaucheux pour faire cesser la grève motivée par le renvoi de délégués.

La stratégie du P.C.F. a été consignée dans la résolution de la C.A. de la C.G.T. adoptée au début de mai. Le programme revendicatif y est résumé par le minimum vital à 12.500 fr. (20 % d'augmentation), la révision automatique (échelle mobile).

Il faut l'écrire nettement. Ce programme appelle les plus expresses réserves. 20 % d'augmentation dans le cadre de la politique « hérachique » de la C.G.T. signifie que le manœuvre touchera 2.000 francs d'augmentation alors que le directeur touchera 20.000 ou 30.000 francs. Les ouvriers sont hostiles à la « hiérarchie ».

Sur la base d'un véritable minimum rajusté au coût de la vie, le rétrécissement de l'éventail permettrait de souder, d'unir véritablement ouvriers et techniciens. En effet, les 12.500 francs par mois représentent une parodie de minimum vital. Le véritable minimum par rapport au coût de la vie représente 18.000 francs par mois, somme qui permettrait au manœuvre d'acheter ce qui lui est nécessaire pour vivre. Le retour à l'échelle mobile des salaires permettrait aux salaires moyens d'être convenablement rajustés, et Lefaucheux pourrait, quant à lui, y trouver tout de même avec 72.000 francs par mois.

La politique de l'ouverture de l'éventail et la fixation à un taux ridicule du minimum vital part de la même ligne : ne pas développer des revendications à caractère anticapitalistes, car la politique du P.C.F., résumée par l'appel de Duclos à la collaboration loyale des patrons patriotes, dans les comités de défense, par l'appel de Marty à l'union au gouvernement des socialistes, des radicaux et les chrétiens, dans un nouveau front populaire qui, au lieu de donner le pain, la paix, la liberté, déshonorait, comme celui de 1936-1938, la misère, la guerre et la dictature.

Le P.C.F. cherche avant tout un tournant dans la politique extérieure, conformément aux besoins de la bureaucratie du Kremlin. Pour cela, ce n'est pas un gouvernement des travailleurs, s'appuyant sur les organes élus des travailleurs qui pourrait imposer le P.C.F., mais un gouvernement bourgeois qui garantit une orientation prosoviétique.

Ne pas se laisser isoler

La tactique du P.C.F., nous pouvons l'analyser à la lumière de la résolution de la C.A. et des mouvements dans l'aéronautique. La C.A. et la C.G.T. appelaient les travailleurs à engager la lutte dans chaque entreprise pour les revendications énumérées plus haut. C'est tromper les travailleurs que de leur déclarer qu'ils peuvent obtenir dans une lutte partielle par entreprise les 20 % à l'échelle mobile. C'est seulement dans une lutte d'ensemble que les travailleurs arracheront ces revendications.

Les dirigeants staliniens ne cherchent pas à unifier véritablement les luttes, mais à les isoler. Les usines d'aviation sont menacées, nous avons vu les syndicats développer une tactique échelonnée, isolée. Chaque usine combattant pour son propre compte, alignant voir le maire de la localité. Aucun autre rassemblement que le meeting inefficace du Vél' d'Hiv', alors qu'une direction qui aurait voulu véritable. ment imposer aux ouvriers conscients les 30.000 métallos de l'aviation à manifester à la Chambre des Députés.

Aujourd'hui, ce qui pèse le plus sur les épaules des ouvriers, c'est le sentiment de ne pas être à même de bouder une action commune et unanime. Le programme et la tactique du P.C.F. ne peuvent ressouder l'unité de front. Si le P.C.F. et la C.G.T. voulaient réellement retirer les travailleurs trompés par Jouhaux, à l'influence de F.O., s'ils voulaient réellement rassembler les travailleurs contre les patrons, ils impulseraient la formation de larges comités où les travailleurs de toute tendance, organisés ou non, discuteraient du programme et des tactiques des actions communes à engager.

Les ouvriers démontrent que l'action ne leur fait pas peur. A chaque fois qu'ils combattent sur leur propre terrain, ils sont capables des prouesses les plus extraordinaires (Bergougnan, manifestation du Luxembourg, etc.). Dans les luttes partielles, pour résister à l'offensive patronale, les ouvriers doivent surtout avoir en vue le fait de ne pas se laisser isoler. Aucune organisation syndicale ou politique n'est à même d'unir le Front ouvrier sur son programme et sa tactique ; les ouvriers de lutte doivent eux-mêmes, actuellement leur comité de grève où se rassemblent les grévistes de toutes tendances. Ils appelleront les ouvriers sur le plan de l'usine, de la catégorie, de la localité et de la région à les aider en étisant des comités de solidarité, qui envisageront toutes les formes et moyens pour appuyer la lutte partielle engagée. Ainsi, par la souture du Front ouvrier, par les comités d'unité d'action, les travailleurs se préparront à des luttes d'ensemble, pour le minimum vital, pour chasser le gouvernement des affameurs, pour imposer un gouvernement ouvrier et paysan.

Une provocation bien montée

La vérité sur les événements de Mazargues

La grande presse a largement fait état des événements sanglants qui se sont déroulés au camp des travailleurs vietnamiens de Mazargues dans la nuit du 15 au 16 mai. On a voulu cacher sur l'impression désastreuse produite pour essayer de discréditer le mouvement des travailleurs vietnamiens qui depuis trois ans ont fait preuve d'une admirable combattivité.

Des échos plus ou moins affirmatifs ont présenté ces incidents comme l'œuvre des trotskistes. C'est que les travailleurs vietnamiens résidant en France ont la réputation d'être trotskistes. Ils ont acquis cette réputation parce que depuis trois ans ils luttent avec vaillance et abnégation, parce qu'ils revendiquent l'indépendance totale de leur pays et se refusent à donner dans le piège de « l'Union française ». Colonialistes et staliniens entendent ainsi, par trotskisme, intransigeance sur la question de l'indépendance, esprit de lutte prolétarienne.

A ceux qui nous accusent d'être les instigateurs de la tuerie de Mazargues, nous répondrons d'abord que les trotskystes ont l'habitude de prendre leurs responsabilités en toutes occasions, même lorsque leur action va à l'encontre de l'opinion publique du moment. Or, tout notre programme, tous nos principes sont en complète contradiction avec des actions comme celles qu'on veut nous imputer. Nous combattons pour la démocratie dans le mouvement ouvrier, pour la libre expression de toutes les tendances.

La tuerie de Mazargues est l'aboutissement de toute une longue suite de provocations. Il y avait à Mazargues, depuis la constitution du camp, un groupe de véritables gangsters qui organisaient dans le camp les jeux d'argent, le marché noir et la prostitution. Nombre de ces éléments ont été chassés de ce camp après la libération, par le Comité des travailleurs du camp, et se sont regroupés à Colgate, près des Baumettes, où ils poursuivent leur activité. Ils ont voué une haine féroce aux délégués des travailleurs.

Ces éléments dévoyés se présentaient à l'administration française du camp comme pro-français, dénonçaient, dans les travailleurs, des séparatistes extrémistes, se livraient contre eux à des attaques physiques et menaient une écœurante action de mouchardage contre de soi-disant « meneurs ».

De ce fait, les travailleurs se sont trouvés amenés pour se protéger de ces gangsters à organiser leur propre système d'autodéfense, le Tu-Vê, qui n'est nullement une société secrète de tueurs fanatiques, comme on l'a dit. Les membres du Tu-Vê assuraient la protection de leurs délégués et de leurs réunions, la garde et la discipline du camp. Ils jouissaient de l'estime générale de leurs compatriotes.

Mais la situation se compliqua du fait que les gangsters restant à Mazargues et ceux de Colgate se mirent au service des staliniens en se présentant comme des fidèles du Viet-Minh, qui éprouvaient comme trotskystes les travailleurs et leurs délégués. Les staliniens n'ont pas répugné à employer comme hommes de main des éléments dont on retrouve une bonne part camouflée dans la section vietnamienne du Secours populaire de Marseille.

Les provocations redoublent

Après l'arrestation, fin janvier 1948, des délégués les plus influents et leur rapatriement de force, qui décapita le mouvement des travailleurs, les éléments troubles ont tenté de mettre à profit la situation pour s'emparer de la direction du camp. Depuis trois mois, ce sont des provocations et des menaces incessantes. Ainsi, le 20 février dernier, des membres du service d'ordre reconnus par l'administration ont été frappés par ces gangsters. L'un d'eux a reçu un coup de poignard. Le 12 mai, incident analogue à Colgate.

Par ailleurs, à la veille du rapatriement, les staliniens se sont efforcés d'effrayer les travailleurs coupables de ne pas s'infléchir à leur politique, en les menaçant des « tribunaux de la République démocratique du Viet-Nam ». Les dirigeants des travailleurs sont qualifiés de « renégats », « d'accusés en liberté provisoire » par la feuille *Lao-Dong*, organe stalinien du groupe *Cun-Quoc* (numéro du 18 avril 1948). Par sa campagne d'excitation, il porte la plus lourde responsabilité dans la tuerie de Mazargues.

L'appel au meurtre

Aux camarades encore hésitants, nous disons : « Courage, revenez à la patrie ! La patrie généreuse acceptera tous ses enfants vietnamiens. Chaque jour où vous restez liés aux traîtres trotskystes vietnamiens est un jour de crime de plus à votre actif. NE TARDEZ PLUS, VOUS EN SUPPORTERIEZ LES CONSEQUENCES AVEC EUX. »

Ces lignes constituent un appel au meurtre ouvert et une menace directe non seulement contre nos camarades, mais contre la masse des travailleurs vietnamiens.

Dans ces conditions, une étincelle suffisait à provoquer des troubles

Solidarité avec les travailleurs vietnamiens

La tuerie de Mazargues est le résultat direct des méthodes du stalinisme. A toutes les provocations, à toutes les menaces, nos camarades de la section vietnamienne de la IVe Internationale ont répondu par l'argumentation politique, comme le prouve le contenu de leur journal : *Vo San* (La Prolétaire). De leur part, le comportement des travailleurs vietnamiens a su faire des camps un modèle d'organisation et de discipline prolétariennes.

L'administration colonialiste se réjouit fort de ces événements, dont elle espère tirer profit pour discréditer le mouvement et, à la veille du rapatriement, détériorer la combativité antimpérialiste des travailleurs en les démoralisant.

Les travailleurs vietnamiens ont toujours fait preuve d'une parfaite solidarité prolétarienne, soutenant les grèves, organisant des collectes pour les grévistes français. Aujourd'hui, leur organisation est sans défense, menacée de toutes parts. Aux prolétaires français de prouver qu'ils savent eux aussi pratiquer la solidarité prolétarienne. Il faut exiger :

1. Le rétablissement de la vérité et la mise au clair des responsabilités dans l'affaire de Mazargues, par une commission d'enquête ouvrière et coloniale !

2. La libération de Do Thanh Ky et de ses camarades injustement emprisonnés !

3. La constitution d'un *Comité de défense des travailleurs vietnamiens en France*, pour empêcher la destruction de leur mouvement.

A. DURET.

Un enjeu du conflit en Palestine : le pétrole.

Il faut que nous paraissions régulièrement

Rejoignez "Les amis de LA VÉRITÉ"

Les lecteurs de la « Vérité » viennent de constituer « Les Amis de La vérité » qui ont pour tâche d'aider par les moyens dont ils disposent la parution régulière de notre organe de combat. Ces moyens sont : le versement d'une cotisation mensuelle, qui chaque « Ami » fixe lui-même le montant, une diffusion plus large du journal, l'organisation de fêtes, etc.

Plus nombreux seront les « Amis de La vérité », plus nombreux les groupes d'« Amis de La vérité », et mieux nous pourrons assurer la parution régulière de notre organe de lutte qui seul défend, ;, les revendications des travailleurs, des ouvriers coloniaux et de tous les opprimés.

Que tous ceux qui ne sont pas encore en possession de leur carte d'« Ami de La vérité » la réclament au vendeur de notre journal ou à notre administration.

Partout, constituez des groupes d'« Amis de La vérité ».

A NOS LECTEURS

Pour obvier autant qu'faire se peut, à l'irrégularité de la parution du P.C.I. tenant compte des exigences financières imposées et par la parution du journal et par la tenue du Congrès du parti les 17, 18 et 19 juillet, a décidé de concentrer les efforts de l'organisation pour assurer la parution de deux numéros de « La Vérité » en juillet, l'un le 9 juillet, l'autre le 30 juillet.

Nous étudions diverses mesures pour reprendre après les vacances une parution régulière, bi-mensuelle ou hebdomadaire, mais il faut que, pendant les mois d'été, notre journal continue à faire entendre la voix du marxisme révolutionnaire.

Camarades, nous comptons sur vous.

Notre souscription

Maurice, 250 fr ; Gédé, 200 fr ; Gilton, 300 fr ; Gui, 50 fr ; Cellule Chaney, 50 fr ; R., 100 fr ; Rémi, 65 fr ; Cramer, 500 fr ; Le Goff, 65 fr ; Jacques, 100 fr ; Lucien, 50 fr ; Gotta, 100 fr ; Au nom d'un ami, 500 fr ; Les Amis de La Vérité, 30 fr ; Morel, 300 fr ; X., 10 fr ; Jacques, 100 fr ; 50e Cie travailleurs Vietnamiens, 500 fr ; Bonne, 30 fr ; Patrice, 200 fr ; Liste de souscription n° 527 : Hoffbrer R., 75 fr ; Souvenez R., 150 fr ; Un Vietnamien, 50 fr ; Un sympathisant, 100 fr ; Burgos de la vente de « Vérité », 46 fr ; Isabelle, 25 fr ; Un ami, 50 fr ; Gaspard, 20 fr ; Un sympathisant, 250 fr ; Un ami de la « Vérité », 50 fr ; 30-7148, 50 fr ; Amis de la « Vérité », 1.000 fr ; 500, 100 fr ; Un groupe du Vietnamiens, 1.000 fr ; L'ex 646, 140 fr ; Pour que Tunisie indépendante, 100 fr ; Marceau, 116 fr ; Monnier, 150 fr ; Rémi, 300 fr ; Lizée 651, 600 fr ; Un instituteur, 400 fr ; Pour le journal, 8 fr ; 70 fr ; Un Vietnamien de la 49e Cie, 40 fr ; Bastide, 200 fr ; Mondain, 150 fr ; Hugo d'Indochine pour le soutien du journal, 2.500 fr — Total : 12.500 francs.

Versez à notre compte : « La Vérité », c. c. p. 5479-17 Paris.

Dans le monde

L'OFFENSIVE DE PAIX

Que se passe-t-il entre Washington et Moscou ? Et où cela peut-il mener le monde ? L' « alliance » du temps de guerre dissimulait, très mal d'ailleurs, de profondes divergences entre les alliés. L'Allemagne et le Japon vaincus, les divergences se montrèrent rapidement au grand jour. Et le Japon vaincu, les divergences se montrèrent rapidement au grand jour. Et le Japon vaincu, les divergences se montrèrent rapidement et la tension entre les « alliés » ne fit qu'aller en crescendo : Allemagne, Autriche, Grèce, Turquie, Iran, Chine, Corée... ; autant de pays, autant de points de friction. Après quelques mois de tentatives diplomatiques pour aboutir à un compromis à l'amiable, on s'engagea, de part et d'autre, dans la « guerre froide ».

Les Etats-Unis sont incontestablement sur la voie de la domination mondiale. Ils ne cherchent de fort loin tous les autres pays au point de vue production, commerce, finances, etc... Ils ont besoin de trouver de nouveaux débouchés et doivent en même temps assurer le maintien du régime capitaliste chancelant de certains pays, ce qui les place parfois devant des tâches contradictoires. Le plus grand obstacle à leur progression, c'est l'U.R.S.S. qui, par son mode de production, la planification et le monopole du commerce extérieur, est hors du circuit capitaliste. Les U.S.A. ne peuvent investir des capitaux en U.R.S.S. ni y introduire leurs marchandises à leur guise.

L'U.R.S.S. ne connaît pas une pléthore de capital et de produits : au contraire, elle a considérablement besoin de l'un et des autres. Les U.S.A. *seules* peuvent lui en fournir, mais à des conditions politiques qui mettent en cause toute la structure du système de production. L'U.R.S.S. se trouve en fait obligée de se défendre contre l'impérialisme et les diverses mesures de violences prises par le Kremlin dans les pays sous le contrôle soviétique constituent la façon bureaucratique et contre-révolutionnaire dont Staline protège l'U.R.S.S.

La « guerre froide » doit-elle mener rapidement à une troisième guerre mondiale ? Non. Une guerre mondiale n'est pas le résultat d'un faux pas diplomatique, d'une inadvertance : elle ne peut être que l'aboutissement de tout un développement politique, économique, social. Il faudrait qu'il n'y ait pratiquement plus d'issue économique, et nous n'en sommes pas n'en encore là. Il faudrait aussi que les gouvernants soient assurés de pouvoir mener la guerre tout en gardant le contrôle de « l'arrière » sans lequel il n'y a pas de front. Or, pour le moment, le mouvement ouvrier, dans une série de pays importants, est loin d'être vaincu.

L'impérialisme yankee n'a pas intérêt à faire la guerre à brève échéance. Moscou, de son côté, a besoin de la paix. Le compromis n'est pas pour cela aisé à établir. Chacun veut qu'il se fasse le plus à son profit. Les mesures de la guerre froide étaient destinées, par chacun, à mettre le maximum d'atouts dans son jeu. L'U.R.S.S. consolidait sa zone d'influence et réprimait par la force pure et simple ceux qui étaient tentés de regarder du côté américain. Les U.S.A., par le plan Marshall, par leur aide de l'Allemagne, par leur aide de l'Europe Occidentale, par leur politique pour l'Allemagne, par leur soutien de l'Italie, par leur réarmement, cherchent à consolider leurs positions pour être en meilleure posture pour négocier.

Mais la « guerre froide » a ses conséquences. La tension s'est accrue. L'opinion publique a été ameutée. Les possibilités de retraite des uns et des autres sont rendues plus difficiles. On ne s'engage pas dans une grande guerre, mais des guerres civiles sont entretenues en Grèce, en Chine. Aucun des deux adversaires ne peut continuer le jeu indéfiniment. On ne sait pas exactement ce qui se passe en U.R.S.S., l'opinion publique ne peut pas s'exprimer librement ; mais tout le battage mené par le gouvernement soviétique sur sa volonté de paix, sur ses propositions, ne peut pas ne pas être destiné, entre autre, à l'usage intérieur. On ne peut certainement pas, au Kremlin, négliger le fait que des millions de Russes prisonniers travaillent en Allemagne Orientale ont effectivement déserté et émigré.

D'autre part, aux Etats-Unis, la volonté de trouver un compromis se manifeste non seulement dans le soutien reçu par Wallace de larges couches de la petite bourgeoisie et d'ouvriers non inféodés aux staliniens, mais aussi chez certains courants bourgeois réactionnaires plus ou moins fidèles à leur isolationnisme passé en ce qui concerne l'Europe.

Il faut aller vers une détente. Il faut « causer ». Mais de là aussi il y a place pour toute une série de manœuvres. Dans ce domaine, incontestablement, la publication des notes Molotov-Bedel-Smith et de la correspondance Wallace-Staline a été l'occasion pour la diplomatie soviétique de marquer des points auprès de l'opinion publique. En face des intitiatives du Kremlin, le State Department a paru impotent et maladroit.

Mais en fin de compte, ce ne sont pas les manœuvres diplomatiques qui emportent la décision. Sur ce point, et dans le cadre où se situe la diplomatie soviétique, c'est Washington qui a l'avant-garde. Si Marshall (ou son successeur à la fin de l'année) n'a pas à sa disposition l'exaltation d'une diplomatie du « socialisme » et de l'action d'un parti habitué à mener les masses, il a derrière lui la force de Wall Street et de toute l'industrie américaine.

La force de l'U.R.S.S., c'est l'appui des masses travailleuses. Mais pour la bureaucratie du Kremlin, ce n'est pas là qu'on mène les manœuvres et de chantage. Que le compromis le meilleur soit l'objet des recherches de la bureaucratie soviétique, ce n'est pas à cela que nous, trotskystes, objectons. Nous ne nous indignons pas du fait que l'U.R.S.S. tente de conclure des traités avec les impérialismes. Mais ce que nous dénonçons, c'est que chaque fois que la diplomatie du Kremlin a signé un accord important avec une autre puissance, elle en a profité, par l'intermédiaire des partis staliniens, monnayé la force de combat du prolétariat. Des maintenant, les divergences du P.C.F. après des semaines d'une politique aventuriste, exploitant le mécontentement des masses pour les fins politiques du Kremlin, prennent une position d'attente. Incertitude du développement des événements.

Nous disons aux travailleurs que rien de bon pour eux ne peut finalement sortir des combinaisons diplomatiques. Les compromis d'un jour ne sont que des étapes sur une voie qui mène à la guerre. Le seul moyen d'assurer une paix durable, ce sont les masses qui le possèdent. C'est par la lutte des classes poussée jusqu'au renversement du régime, c'est pour l'expropriation des capitalistes, c'est par une planification des économies européennes et l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe que les masses écarteront définitivement les dangers de guerre. E' c'est aussi par ce moyen qu'elles défendront réellement l'Union Soviétique, la diplomatie moscovite et la politique des partis staliniens ne conduisent les travailleurs qu'à des désastres.

LES ÉVÉNEMENTS DE PALESTINE

Six armées : juive, égyptienne, transjordanienne, irakienne, syrienne et libanaise se font combattre en Palestine. Pourquoi ?

Les Juifs pensent mettre un terme à leurs souffrances de par le monde en possédant leur propre Etat. Ce point de vue est approuvé en France, à Soustelle et Torrès du R.P.F. Mais il est combattu par Rémy Roure, du *Monde*, par la social-démocratie et le R.D.R.

C'est du point de vue du progrès de la révolution mondiale et du socialisme que nous envisageons les événements de Palestine.

On sait que le Moyen-Orient, après avoir été libéré du joug de l'ancienne Turquie, est resté sous le contrôle par l'impérialisme anglais, directement ou indirectement, à l'aide de chefs féodaux arabes (à l'exception de la Syrie et du Liban que dominait jusqu'à tout récemment l'impérialisme français). Pour l'impérialisme anglais, cette région était d'une importance extrême à plusieurs points de vue : elle se trouve sur les routes qui mènent aux Indes, commande le canal de Suez et renferme de très riches gisements de pétrole. Ceux-ci, exploités par des sociétés anglaises — le « trust » d'autant plus aisément qu'elle jouait sur les rivalités entre peuples. Pendant la première guerre mondiale, en même temps que le colonel Lawrence faisait jouer les intérêts des chefs arabes la promesse faite par le ministre Balfour promettait aux Juifs la création d'un foyer national juif en Palestine.

La première guerre mondiale a accéléré le déclin de l'impérialisme anglais et celui-ci ne peut plus dominer, comme avant, le Moyen-Orient où se manifeste de plus en plus fortement la pression des Etats-Unis. Ceux-ci qui, en 1940, n'avaient pratiquement aucun contrôle sur le pétrole du Moyen-Orient, en contrôlent, sont en train d'avancer à grands pas dans un pays riche en pétrole. L'*Anglo-Iranian Oil* a cédé une forte partie de ses actions aux compagnies américaines *Standard Oil* et la *Standard Oil of New Jersey*.

L'odeur du pétrole n'est pas la seule attraction du Moyen-Orient pour les Etats-Unis. Dans leur conflit avec l'U.R.S.S., cette région occupe une position stratégique de toute importance : elle est la voie d'accès la plus directe vers les pétroles de Bakou.

C'est dans le Moyen-Orient que s'exprime le plus clairement la rivalité entre les deux impérialismes anglo-saxons. Grande-Bretagne occupe encore les positions les plus fortes. Elle a à sa disposition complète la Transjordanie et l'Irak. Les Etats-Unis ont à leur service l'Arabie saoudite, dont le roi reçoit une redevance pour l'exploitation du pétrole qui est entièrement dans les mains du territoire ; ils ont aussi quelques appuis chez les Egyptiens et chez les Syriens.

Dans cet imbroglio international qu'il faut considérer d'une part la question du sionisme et d'autre part le conflit actuel en Palestine.

Le sionisme n'avait pas été un facteur politique jusqu'au jour où l'impérialisme anglais commença à s'en servir pour introduire dans le Moyen-Orient un élément de division supplémentaire, comme une sorte d'idée de fixation pour prévenir toute unité du monde arabe contre l'impérialisme.

Obligé de reculer, l'impérialisme britannique a tout de suite montré ce que valait sa solidarité envers les Juifs en les abandonnant, car, en définitive, il est impossible de contrôler le Moyen-Orient contre les Arabes. Le sionisme s'est retourné du côté de l'impérialisme américain, et celui-ci, à la recherche pour l'instant de points d'appui plus nombreux dans cette partie du monde, s'est institué le défenseur des Juifs contre les Arabes. Dans cette région, l'impérialisme américain est guidé par des considérations de pétrole et de stratégie. L'impérialisme anglais a la seule différence qu'il cherche à avoir une plus grande part. C'est pourquoi il faut s'attendre en Palestine à une solution de compromis qui sera très instable et qui sera suivie à plus ou moins brève échéance par toute une série de conflits partiels, de guérillas entre Juifs et Arabes et entre Arabes eux-mêmes.

*

Le sionisme n'a été, depuis qu'il est devenu un facteur politique, qu'un instrument des impérialismes. Il a cependant trouvé des défenseurs dans le monde ouvrier, pour deux raisons principales. Certains vantent les « réalisations juives » en Palestine ; d'autres présentent la création d'un Etat juif comme une première étape vers la solution de la question juive rendue si aiguë par le déclin du capitalisme et l'antisémitisme qu'il fait proliférer.

Pierre FRANK.

(Suite page 2)

NOS RÉUNIONS

LE VENDREDI 18 JUIN à 20 h. 30, à la Mutualité

LA 4e INTERNATIONALE FACE A LA GUERRE EN PALESTINE et LA QUESTION JUIVE par Pierre FRANK

LE VENDREDI 2 JUILLET

LE PLAN MARSHALL par Pierre LAMBERT

Numérisation CERMTRI

LES ANARCHISTES et le "testament" de Trotsky

Voici quelques semaines, un hebdomadaire bourgeois à gros tirage publiait un soi-disant « testament » de Trotsky et nous avons ici même dénoncé cette falsification. C'est maintenant **Le Libertaire** qui, dans son numéro du 14 mai, a publié un long article sur la même question en se référant, d'une part, au « document » de **France-Dimanche** — dont toutefois le rédacteur anarchiste accepte de mettre en doute l'authenticité — et, d'autre part, à des textes de Trotsky publiés aux Etats-Unis sous le titre « In defense of marxism » et à un article de Martinet paru dans **La Revue Internationale**.

Cet article n'a évidemment pas d'autre but que de démontrer que Trotsky aurait lui-même reconnu à la fin de sa vie la faiblesse de ses positions politiques qu'il n'a cessé de défendre et, par conséquent, « qu'il n'y a pas deux chemins possibles de la révolution sociale, mais un seul : le libertaire ».

La question de l'U.R.S.S.

Pour les anarchistes, l'Etat soviétique ne se différencie en rien d'un Etat fasciste : « l'absence de la démocratie la plus élémentaire en U. R. S. S., la répression féroce déjà prise par la bureaucratie contre toute opposition ouvrière, le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme dans le monde suffiraient à démontrer qu'il n'y a pas une différence de nature entre l'Union soviétique et l'Etat nazi ».

Cette position simpliste n'est, en réalité, que le résultat d'une confusion systématique du politique suivie par la bureaucratie dont nous n'avons cessé de dénoncer le caractère contre-révolutionnaire — et les rapports de propriété qui existent en U. R. S. S. — et qui seuls permettent de caractériser la nature de l'Etat soviétique. Celui-ci, instauré par la révolution prolétarienne d'octobre 1917, a transformé les rapports de propriété capitaliste et maintient encore aujourd'hui une économie étatisée et planifiée, bien différente de celle des pays capitalistes.

La Vérité, dans son numéro du 9 avril, avait, pour démontrer que le prétendu « testament » de **France-Dimanche** n'était qu'un faux, cité plusieurs passages de « In defense of marxism ». Mais **Le Libertaire** tient absolument à convaincre ses lecteurs de notre mauvaise foi. C'est pourquoi reproduisant les citations faites par nous, il les fait précéder et suivre de deux phrases que nous aurions volontairement omises. Et il ajoute : « On comprend pourquoi ».

Nous reviendrons tout à l'heure sur la première de ces phrases. Voici la seconde :

« **Aussi serait-il nécessaire d'établir rétrospativement que, dans ses traits essentiels, l'U. R. S. S. d'aujourd'hui était le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale** ».

Il convient de souligner que cette phrase n'est que la dernière d'un paragraphe dans lequel Trotsky envisageait quelle condition théorique s'imposerait aux militants révolutionnaires « dans le cas où le prolétariat des pays capitalistes avancés, ayant conquis le pouvoir, s'avérerait incapable de le garder et l'abandonnerait, comme en U. R. S. S., à une bureaucratie privilégiée ». Cette hypothèse, que le cours des événements s'est pas réalisée et, dans aucun pays capitalisté avancé, le prolétariat ne s'est avéré incapable de conserver le pouvoir pour la raison très simple qu'il ne s'en est pas encore emparé.

C'est dans cette phrase, cependant, que le rédacteur du **Lib.** prend trouver la justification de « l'effondrement théorique de la IVe Internationale ». Et, comme il n'a pas le triomphe modeste, il n'hésite pas une seconde à faire parler les morts et à mettre dans la bouche de Trotsky des déclarations comme celle-ci : « Mais je ne m'arrêterais pas là. Je reconnaîtrais la fausseté de toute ma politique passée ».

Il oublie toutefois d'ajouter que les articles réunis dans « In defense of marxism » étaient des articles écrits contre certains trotskystes amérikains qui prétendaient justement revoir la position traditionnelle des IVe Internationale sur la nature de l'Etat soviétique et, en mai 1940, dans sa « Lettre aux ouvriers de l'U. R. S. S. », Trotsky, après avoir rappelé que le devoir du prolétariat est de défendre « de toute la force » l'U. R. S. S. contre l'ennemi impérialiste conclut ainsi : « Mais les conquêtes de la Révolution d'octobre ne servirent le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bureaucratie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie ».

Trotsky et Burnham

Le Libertaire voit dans la dernière guerre impérialiste la « faillite définitive » de la politique et des perspectives trotskystes.

« Trotsky, écrit-il, croyait « fermement » à la « révolution prolétarienne » au cours de la deuxième guerre mondiale... Le trotskysme apparaît une « révolution mondiale » qui entraînerait une réforme ou une « révolution politique » en U. R. S. S. ».

Et c'est pour masquer notre faillite que nous aurions volontairement omis la première phrase qui précède la citation faite dans **La Vérité** du 9 avril. Voici cette phrase :

« **Si cette guerre provoque, comme nous le croyons fermement, une révolution prolétarienne, elle conduira inévitablement au renversement de la bureaucratie en U. R. S. S. et à la régénération de la démocratie soviétique sur une base économique et culturelle beaucoup plus élevée qu'en 1918. Dans ce cas, la question de savoir si la bureaucratie définitive était une « classe » ou une exploitation surgie sur l'Etat ouvrier sera automatiquement résolue. Il deviendra clair pour chacun que dans le processus de développement de la révolution mondiale la bureaucratie soviétique était seulement une rechute épisodique** ».

La seconde guerre mondiale n'ayant, disent les anarchistes, entraîné ni révolution prolétarienne dans les Etats capitalistes, ni révolution politique en U. R. S. S., toutes les perspectives de Trotsky sont fausses. C'est pourquoi James Burnham et « toute une série d'autres ex-bolchevik-léninistes » ont tiré de cette erreur la conclusion qu'il était nécessaire de substituer à l'idée de révolution ouvrière l'idée d'une révolution « managériale » ou « technocrate » dans laquelle la notion historique du prolétariat serait dévolue à une autre « classe ».

Admettre que la seconde guerre mondiale n'a été suivie d'aucune révolution prolétarienne, c'est également admettre que la période historique ouverte par la première est définitivement close. Or, Trotsky, dans le Manifeste de la Conférence extraordinaire de la IVe Internationale, écrivait : « Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décades, de guerres, d'insurrections, de brefs armistices de paix, de nouvelles guerres et de nouvelles insurrections... » Autrement dit, on ne peut parler de la guerre en dehors de ses conséquences et de la période qui la suit immédiatement. La guerre civile en Grèce, en Palestine, l'attitude des Etats-Unis suffiraient à démontrer que les puissances impérialistes ne considèrent pas comme résolues les questions qui ont provoqué la guerre et estiment que l'offensive contre l'U.R.S.S. ne doit pas être poursuivie.

De plus, prétendre que la bureaucratie soviétique soit renforcée de la guerre impérialiste c'est, encore une fois, prendre les apparences pour la réalité. En effet, les succès de guerre remportés par l'U. R. S. S. contre une armée de la bourgeoisie ne peuvent suffire à masquer le terrible affaiblissement de l'économie soviétique. En Ukraine, les destructions sont évaluées à plus de 100 milliards de dollars, soit cinq fois le plus haut revenu national de 1938. Selon l'expression de Molotov lui-même, la guerre a marqué « le plus grand développement de l'appareil productif de l'U. R. S. S. et, alors qu'en 1939, le rapport de l'appareil industriel soviétique était, par rapport à celui des U. S. A. de 60 contre 100, il n'est plus aujourd'hui que de 25 contre 100.

Et, si nous admettons, comme l'écrivait Trotsky dans « In defense of marxism » que « les jugements énoncés ne pèsent pas davantage dans l'histoire, quand il s'agit des changements les plus profonds de systèmes économiques et culturels, qu'une heure dans la vie d'un homme... » nous ne voyons aucune raison de revoir des perspectives sur la stabilité de la bureaucratie soviétique et sur les possibilités révolutionnaires du prolétariat.

La « solution libertaire »

Pour les anarchistes, le « socialisme est autoritaire » et ils ont donné ainsi désigner aussi bien le léninisme ou le trotskysme que le stalinisme — ayant fait faillite, la seule possibilité pour le prolétariat de prendre le pouvoir serait d'adopter la solution libertaire. Et, bien entendu, on parle d'une « elle quelque » qui, dans le P. C. I. lui-même, s'orienterait vers l'anarchisme. Si le rédacteur du **Libertaire** est de cet avis qu'il y avait deux rangs des divergences sur la question de l'U. R. S. S., il enfonce des portes ouvertes et l'importance du matériel de discussion publié par notre organisation sur cette question suffit à démontrer que nous n'avons jamais songé à faire ou à étouffer de telles divergences.

Mais il n'y a évidemment pas que la question de l'U.R.S.S. qui sépare les bolchevik-léninistes — de l'Union Anarchiste.

« Les bolchevik-léninistes restent fidèles au communisme. Alors, qu'au nom de l'anticommunisme, les anarchistes sont prêts à n'importe quel compromis, même contre les intérêts de la classe ouvrière. On l'a bien vu, lorsque **Le Libertaire**, reprenant à son compte le mot d'ordre « Pas de grève Molotov », encourageait les jaunes et les syndicats chrétiens.

Les bolchevik-léninistes ont, sur la question de l'Etat, la position défendue par Marx et Engels d'abord, par Lénine ensuite, contre les anarchistes. Ils ne pensent pas, comme les anarchistes, avec Bakounine, notamment, que tout Etat, quel qu'il soit, renferme les tares de l'Etat bourgeois, qu'il n'existe pas d'autre nature d'Etat que l'Etat bourgeois, et que par conséquent, la tâche de la classe ouvrière est d'abord renverser l'Etat, sans rien mettre à sa place. Les anarchistes, au début de la révolution espagnole, ont eu l'occasion d'appliquer dans les faits leur théorie negative sur l'Etat : ils ont fait, avec le sang et la défaite de la classe ouvrière espagnole, la démonstration de leur théorie. C'est une démonstration pour laquelle aucun plus personne ne peut réfuter. En Espagne, en effet, la C. N. T. et la F.A.I. se sont contentées de renverser du pouvoir les bourgeois seulement le gouvernement bourgeois. Fidèles à leur histoire, ils ont cru que cela suffisait. Ils n'ont pas cru devoir voir central révolutionnaire pour le remplacer ; ils ont laissé les banques, les industries, le commerce aux mains des bourgeois ; à côté des milices, ils ont laissé subsister l'armée bourgeoise.

Peu à peu, la classe bourgeoise, contre qui ne se dressait aucun pouvoir central prolétarien, leur a repris toutes leurs positions, a supprimé les municipalités révolutionnaires, a intégré les milices à l'armée bourgeoise, et finalement écrasé les ouvriers anarchistes. Cette erreur tragique prouve la justesse de la conception marxiste-léniniste de l'Etat, selon laquelle il ne suffit pas de renverser la machine d'Etat bourgeoise, de la supprimer ; il faut s'en emparer, il faut dresser un autre pouvoir central, prolétarien, pour briser l'offensive de la bourgeoisie. Il faut réaliser la dictature du prolétariat ». La théorie anarchiste supposée en effet que la bourgeoisie est prête à se faire massacrer et ne cherchera pas à défendre, par la force si c'est nécessaire, ses intérêts économiques et son rôle politique. Toutes les révolutions, y compris celle de 1789, prouvent que la classe au pouvoir ne laisse pas se découdre sans réagir, et que, tant qu'il n'y a pas de nouveau pouvoir, il faut qui existait antérieurement subsiste en fait. Il en fut ainsi quasi longtemps que la société était divisée en classes. Ce n'est qu'au stade du communisme, et non à celui, transitoire, du socialisme, que, dans la société sans classes, l'Etat disparaîtra, parce qu'il sera devenu inutile.

Voilà, brièvement indiquées, quelques-unes des divergences qui nous séparent de l'Union Anarchiste. Elles sont évidemment de taille. Et il ne suffit pas de jongler avec quelques phrases soigneusement choisies dans l'œuvre de Trotsky pour les résoudre.

La IVe Internationale vit et lutte...

LETTRE DE HONG-KONG

Hongkong, le 7 mai 1948.

Afin de commémorer le 1er mai à Hongkong, nous camarades trotskystes aux place ont tenu, dans un faubourg ouvrier, rassemblé de délégués de plus d'une dizaine de plus grandes usines de la ville. Plus de soixante dix ouvriers des usines et ouvrières y ont participé.

Après avoir chanté « L'Internationale », les camarades présents sont présentés, et le camarade Lee, un des délégués d'une usine de constructions navales commençait à retracer l'historique du 1er mai et l'histoire de la 1re mai est l'histoire de la lutte de classes. Chaque année, quand vient ce jour historique, les ouvrières se rappellent les premières luttes sanglantes qu'ils ont engagées pour demander l'augmentation des salaires, l'abolition des heures de travail, l'amélioration des conditions d'existence, le droit syndical, et il se rappelient que le camarade qui ont été fusillés pour ces revendications... »

Le camarade Tam Kwang Sa, délégué ouvrier du port de Kowloon, dans trans, à son tour, parts des conditions de vie de la classe ouvrière. Nous travaillons 12 heures de travail indéterminé, salaires bas plaidé de gagner le minimum de salaire insuffisant, mauvais traitements du patronat, telle difficile des ouvriers à la grève. Le camarade Tam conclut : « Cette situation se prolongera si nous n'élevons pas notre voix de protestation et si nous ne nous unissons pour demander le tomber le 1er mai, c'est rappeler à la classe ouvrière la réalité de son existence et de son rôle. Cette toute l'exploitation qu'elle a subie et est en train de subir dans cette ville. Quand nous aurons bitude de prendre pour le paradis de l'Extrême-Orient. »

Après le discours du camarade Tam, une camarade du département d'un atelier de tissage parle des statistiques du travail dans la ville : « Nous autres, ouvrières, nous travaillons dans des conditions plus cruelles que les paysans (corps brûlés). Et les patrons nous paient à la tâche. Vous comprenez ce qu'est ce perdre moyen d'exploitation qui leur permet de profiter ainsi en toute sécurité concurrence. Pour nous défendre, nous devons revendiquer la suppression du travail à la tâche. Et nous réclamons les huit heures, la suppression du travail du dimanche, la diminution des heures de travail, l'augmentation du salaire, d'une part, et d'autre part, le renvoyer un certain nombre de ouvriers. Le chômage est devenu un lieu sur cette Ile prétendus la plus prospère de l'Orient. Et, devant cette menace du chômage, que préconisent nos organisations syndicales ? Le Kuomintang préconise l'entraide mutuelle des ouvriers et celle du parti communiste préconise le travail par équipe en relayant à tour de rôle. Mais à quoi nous servent toutes ces solutions, si ce n'est à affaiblir la classe ouvrière, déjà appauvrie et maltraitée, et limiter seulement l'entraide et se proposer seulement d'assurer le travail à tour de rôle ? Pour nous, nous ne cherchons pas à sauver l'origine du chômage, dont la naissance n'est que qu'au régime capitaliste. Ayant pour cible les capitalistes, aux patrons, que nous demandons de prendre à de malheur social. Nous leur réclamons la diminution des heures de travail afin de pouvoir les nous vivre nient du travail. Mais, nous demandons, nous lutterons pour obtenir les salaires. » Une autre camarade ouvrière de l'atelier de tissage en grève (écrivain qui ne pourrait au moment où j'écris), après avoir fait le description de la grève de plus de quatre ouvrières, conclut : « Notre grève a commencé depuis hier. L'Union du travail (bureau du travail) nous a dit que nous fait qu'intervenir en faveur des patrons. Mais pour nous, ce n'est pas surprenant. Mais nous lutterons ferme pour nos revendications. Nous ne travaillons que quatorze à neuf heures ; 2 paiement des salaires à date fixe ; 2. défense de frapper des ouvrières. Aussi, pour commencer ce premier jour de la lutte, toutefois, nous demandons à nos ouvrières de se joindre à nous, de nous aider dans cette lutte contre le patronat en étendant la grève à toutes les ateliers. Pour commémorer ce 1er mai, nous devons mettre en avant la lutte de classes, réclamant : les huit heures de travail, l'école mobile des salariés, la cessation du traitement barbare que nous font subir des patrons, la suppression du travail à la tâche, l'unification du mouvement syndical, et est dirigé actuellement en deux syndicalistes, celle du Kuomintang et celle à direction communiste, la formation de la C. G. T. à Hongkong. »

La réunion a été clôturée à 7 heures du soir, après que les camarades eurent joué une pièce de théâtre retraçant la grève du tissage qui vient de se dérouler et chanté « L'Internationale ».

Afin de commémorer le 1er mai à Hongkong, nous camarades trotskystes aux place ont tenu, dans un faubourg ouvrier, rassemblé de délégués de plus d'une dizaine de plus grandes usines de la ville. Plus de soixante dix ouvriers des usines et ouvrières y ont participé.

Après avoir chanté « L'Internationale », les camarades présents sont présentés, et le camarade Lee, un des délégués d'une usine de constructions navales commençait à retracer l'historique du 1er mai et l'histoire de la 1re mai est l'histoire de la lutte de classes. Chaque année, quand vient ce jour historique, les ouvrières se rappellent les premières luttes sanglantes qu'ils ont engagées pour demander l'augmentation des salaires, l'abolition des heures de travail, l'amélioration des conditions d'existence, le droit syndical, et il se rappelient que le camarade qui ont été fusillés pour ces revendications... »

Le camarade Tam Kwang Sa, délégué ouvrier du port de Kowloon, dans trans, à son tour, parts des conditions de vie de la classe ouvrière. Nous travaillons 12 heures de travail indéterminé, salaires bas plaidé de gagner le minimum de salaire insuffisant, mauvais traitements du patronat, telle difficile des ouvriers à la grève. Le camarade Tam conclut : « Cette situation se prolongera si nous n'élevons pas notre voix de protestation et si nous ne nous unissons pour demander le tomber le 1er mai, c'est rappeler à la classe ouvrière la réalité de son existence et de son rôle. Cette toute l'exploitation qu'elle a subie et est en train de subir dans cette ville. Quand nous aurons bitude de prendre pour le paradis de l'Extrême-Orient. »

Après le discours du camarade Tam, une camarade du département d'un atelier de tissage parle des statistiques du travail dans la ville : « Nous autres, ouvrières, nous travaillons dans des conditions plus cruelles que les paysans (corps brûlés). Et les patrons nous paient à la tâche. Vous comprenez ce qu'est ce perdre moyen d'exploitation qui leur permet de profiter ainsi en toute sécurité concurrence. Pour nous défendre, nous devons revendiquer la suppression du travail à la tâche. Et nous réclamons les huit heures, la suppression du travail du dimanche, la diminution des heures de travail, l'augmentation du salaire, d'une part, et d'autre part, le renvoyer un certain nombre ouvriers. Le chômage est devenu un lieu sur cette Ile prétendus la plus prospère de l'Orient. Et, devant cette menace du chômage, que préconisent nos organisations syndicales ? Le Kuomintang préconise l'entraide mutuelle des ouvriers et celle du parti communiste préconise le travail par équipe en relayant à tour de rôle. Mais à quoi nous servent toutes ces solutions, si ce n'est à affaiblir la classe ouvrière, déjà appauvrie et maltraitée, et limiter seulement l'entraide et se proposer seulement d'assurer le travail à tour de rôle ? Pour nous, nous ne cherchons pas à sauver l'origine du chômage, dont la naissance n'est que qu'au régime capitaliste. Ayant pour cible les capitalistes, aux patrons, que nous demandons de prendre à de malheur social. Nous leur réclamons la diminution des heures de travail afin de pouvoir les nous vivre nient du travail. Mais, nous demandons, nous lutterons pour obtenir les salaires. » Une autre camarade ouvrière de l'atelier de tissage en grève (écrivain qui ne pourrait au moment où j'écris), après avoir fait la description de la grève de plus de quatre ouvrières, conclut : « Notre grève a commencé depuis hier. L'Union du travail (bureau du travail) nous a dit que nous fait qu'intervenir en faveur des patrons. Mais pour nous, ce n'est pas surprenant. Mais nous lutterons ferme pour nos revendications. Nous ne travaillons que quatorze à neuf heures ; 2. paiement des salaires à date fixe ; 2. défense de frapper des ouvrières. Aussi, pour commencer ce premier jour de la lutte, toutefois, nous demandons à nos ouvrières de se joindre à nous, de nous aider dans cette lutte contre le patronat en étendant la grève à toutes les ateliers. Pour commémorer ce 1er mai, nous devons mettre en avant la lutte de classes, réclamant : les huit heures de travail, l'école mobile des salariés, la cessation du traitement barbare que nous font subir des patrons, la suppression du travail à la tâche, l'unification du mouvement syndical, et est dirigé actuellement en deux syndicalistes, celle du Kuomintang et celle à direction communiste, la formation de la C. G. T. à Hongkong. »

La réunion a été clôturée à 7 heures du soir, après que les camarades eurent joué une pièce de théâtre retraçant la grève du tissage qui vient de se dérouler et chanté « L'Internationale ».

Au congrès des syndicats de la région parisienne

Direction bureaucratique et confessions publiques

Le Congrès de l'Union des syndicats ouvriers de la région parisienne (C. G. T.) des 3, 4 et 5 juin se trouvait devant une tâche sérieuse pour le prolétariat parisien. Il avait à juger l'orientation donnée au mouvement des grèves de novembre-décembre et la situation issue de ces grèves. Il avait à apprécier l'offensive du patronat et à dégager de ces événements de novembre-décembre et les moyens d'action à employer dans cette conjoncture. Il devait, en définitive, tirer, tout ensemble, l'inquiétude de leurs mandants et avoir à répondre aux multiples interrogations de l'avant-garde ouvrière. Ce Congrès fut organisé sous le signe de la bureaucratie. « Aimé il était répondu aux besoins d'explications des travailleurs face aux désastres du développement de toute l'orientation des bureaucraties syndicales. Mérhan n'orienta tout son rapport vers un appel à l'« autocritique ». Toute son habileté a consisté à substituer à « autocritique » vers les bas échelons de la hiérarchie syndicale et à limiter aux méthodes et aux attitudes des syndicats. Ainsi, donnant le ton à une « autocritique » des dirigeaient vers un examen critique des méthodes des syndicats et évitait de mettre en cause la propre responsabilité et l'orientation de faillite de la direction bureaucratique stalinienne de l'Union.

Comme un seul homme, les trente et quelques orateurs se sont inscrivent dans la voie tracée par les « grands chefs » et dénoncent des faits sur par eux même confession publique de leurs fautes : petites tyrannies des sévices bénins exercés par les « responsables de base » ou les « petits responsables », avec force affirmations de repentir et de remaniements pour la direction de l'Union. Mais, en définitive, dans les « bons conseils » n'ayant pas été suivis, n'étant évidemment pas responsable des échecs. Se frappant la poitrine, un camarades des cuirs et peaux affirme : « Il était temps que la C. G. T. nous secoue ! Dans cette atmosphère, innocemment, les militants bonnêtes faillaient aussi « leur autocritique », en dénonçant à l'Union. Toute cette mise en scène de confession tendait à donner le change et à affirmer le caractère démocratique du Congrès. La vraie discussion était escamotée. Chacun fit ainsi le bilan de ses fautes, marqua quels étaient l'état de ses effectifs et l'amplitude de ses réalisations dans son secteur professionnel. Rien ne refilait ces situations locales à l'ensemble de la lutte de classes, et les « mea culpa » se terminaient par la promesse d'un effort sur le lieu de l'entreprise, par une meilleure organisation à la base et par la fidélité de leurs mandants à le plan des revendications de classe. Ils se trouvait perté au niveau le moins élevé possible (refort combattif des militants, sans que l'on ait le point essentiel des moyens nécessaires au regroupement de la masse des salariés, indiquait comme dispersée. Dans ce cadre d'orientation et de respect pour les « grands chefs » ou camarade, cependant, vint indiquer qu'au rapport fait au directoire d'orientation de collaboration de classes il fallait intervenir en faveur des comités démocratiquement élus, sans les entreprises, les représentants de tous les salariés, et que la lutte. Mais encore il développa le programme nécessaire et indispensable à ce regroupement : un salaire minimum vital et non l'aumône de minimum de 12.000 francs réclamé par la direction bureaucratique, une échelle hiérarchique réduite au sommet et, par conséquent, la suppression de la majoration pour tous portant à minimum 15.000 francs, la garantie du salaire par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier. Ce camarade de la métallurgie du syndicale « dénonça, à travers le rapport fait au directoire de la direction de l'Union, que le bureaucratie de l'Union se partageant 13 millions de francs de cotisés et détient un bulletin intérieur confidentiel, réservé aux bonzes, qui coûte 1.400.000 francs aux syndiqués. Cette intervention fut fort applaudie, mais les votes qui ont trouvèrent dans l'opposition que la voix du camarade de l'Unité syndicale. Les bonzes, aidé de leur bilan, se répondirent que par le biais et quadrèrent les directions par acclamation, clôturant ainsi un congrès bien bureaucratisé, malgré ses apparences.

LA JEUNE GARDE

Ils continuent la France... Nous continuons la lutte de classes !

« La jeune génération 1948, animée d'intérêts et d'espoirs communs peut et doit s'unir pour agir et lutter... Jeunes du R.P.F. vous n'êtes pas nos ennemis puisque, vous aussi, vous voulez manger, travailler et vivre. » *Cette déclaration conclusit le 2e congrès de l'U. J. R. F., organisation de la jeunesse stalinienne. Dans cette jeunesse, comme dans le P.C.F., la politique de Thorez, l'homme à la main tendue, affirme chaque jour davantage son caractère de trahison des intérêts de la classe ouvrière.*

Certes, l'union de la jeunesse est aujourd'hui désirable et nécessaire. Mais de quelle jeunesse s'agit-il, et quel est le but de cette unité d'action ? Existe-t-il ainsi une jeunesse en général ?

La société capitaliste impose une division de classes irréductiblement ennemies qui se retrouve sur le plan des jeunes : d'un côté ceux qui, demain, seront les exploiteurs ; de l'autre, ceux qui sont les exploités d'aujourd'hui et resteront les exploités de demain. L'unité d'action que l'on propose ne peut s'adresser qu'aux jeunes qui, dans les usines, dans les champs, dans les Facultés, combattent pour l'avènement du socialisme, c'est-à-dire contre les patrons d'aujourd'hui et les patrons de demain. Lorsqu'un communiste parle de jeunesse, il ne peut parler que de jeunesse travailleuse, et il n'y a qu'à ce qu'il puisse et doive unir pour agir et lutter.

Bien sûr, aujourd'hui, existent de fortes divergences quant au prestige d'un de Gaulle. Bien sûr, nous devons les reconquérir, les gagner à nous, en faire des révolutionnaires.

Le R.P.F. leur dit : « Reconstruisez la France, travaillez plus, ne vous soyez pas et vous mangerez mieux. »

L'U.J.R.F. répond : « Nous combattons pour la grandeur de la patrie, nous avons les mêmes intérêts, venez avec nous ! »

Certes, tous les jeunes ouvriers ont les mêmes intérêts parce qu'ils appartiennent à la même classe. Mais est-ce par des phrases semblables que l'on démontrera à ces jeunes prolétaires, touchés par la démagogie gaulliste, que les grands appels à la reconstruction de la France ne signifient pas une chose que la remise sur pied d'une bourgeoisie française chancelante, qui, dès qu'elle se sentira un peu plus de vigueur, mettra au pas les ouvriers pour augmenter ses profits ? Il est vrai que cela l'U.J. R.F. ne peut pas le dire, car, seuls, des révolutionnaires peuvent le dire.

L'U.J.R.F. clame bien haut qu'elle continue la France, parle de son prestige, du terme fort nécessaire à sa défense, de l'effort qu'il faut faire pour la reconstruire. Mais ce terrain, elle rencontrera les jeunes P.C. qui ne n'en fera pas des révolutionnaires, mais des gens qui capitulera devant leurs positions. Sa propagande chauvine aveugle les jeunes qu'elle rassemble et permet à la bourgeoisie de les utiliser, momentanément, parce que l'occasion est vraiment trop belle pour mieux les exploiter par la suite.

Construire une organisation de la jeunesse révolutionnaire, c'est d'abord s'intégrer au combat de toute la classe ouvrière pour les 40 heures, le minimum vital, l'échelle mobile et le contrôle ouvrier. Mais c'est aussi lutter pour que les jeunes organisent leurs loisirs, imposent au patron des vacances qui en soient vraiment (1 mois l'été — 15 jours l'hiver), imposent au patron qu'il subventionne les cantines ouvrières.

C'est lutter contre les 25 ans, contre une armée qui tente aujourd'hui d'écraser les prolétaires d'où sortiront demain les ouvriers des instruments de répression des luttes de leurs camarades français.

C'est donner le combat que nous rassemblerons la jeunesse ouvrière et que nous ouvrirons les yeux aux jeunes ouvriers du R.P. F. qui, trompés par leur chef, se lancent la main dans une voie de division politique qui ne sert que la bourgeoisie.

HEMCE

LA VIE DU PARTI

Préparation du 5e Congrès

Les thèses présentées par la majorité du Comité central sont parues, ainsi que les thèses de la tendance Chaulien-Montal. Les militants qui ne les auraient pas reçues doivent les réclamer au Secrétariat du parti.

Seuls les militants ayant leur carte 1948 à jour des cotisations pourront voter. Les camarades en retard doivent écrire au plus tôt au Secrétariat.

Trésorerie

C.C.P. Demaziéres 4825-72 et plus valable. Pour les versements à la trésorerie, pour utiliser le nouveau C.C.P. communiqué dans la dernière circulaire, le C.P. de la vente reste inchangé.

Education

La sortie des brochures d'éducation annoncées en février dernier a été retardée par des conditions matérielles difficiles. Au lieu du prix de 25 francs la première brochure : « L'Etat, démocratie ou fascisme », est sortie au prix de 35 francs la brochure ronéotypée. Les autres suivront à très brève échéance. Envoyez les commandes avec le montant :

C.C.P. Charmy, Chalons-sur-Marne 176-89.

Nouvelle permanence pour les villes de TARASCON et BEAUCAIRE : 3, rue du Docteur-Barbein, TARASCON (B.-du-R.)

DONT ACTE

Dans notre numéro du 14 février 1947, nous avons inséré un article de J. R. Chauvin attaquant M. Gaston Roux, directeur général aux Sports.

Mieux informés, nous nous excusons auprès de M. Gaston Roux, rédigé sur la foi de renseignements incontrôlés.

Le gérant : M. JUILLIA.
R. M. P. F.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE ENTREPRISE DE PRESSE
IMPRIMERIE RAPIDE
— 108 rue Réaumur, 108

Travail exécuté par des ouvriers typographes

Dans le monde

(Suite de la première page.)

Accepter le premier argument, c'est accepter le colonialisme. Car les « réalisations juives » sont celles de capitaux d'origine anglaise et française. Le développement, la prospérité, économie juive, alimentée de l'extérieur, constituée une économie complètement fermée. Les travailleurs juifs immigrés en Palestine y ont joué, par rapport aux masses arabes, le rôle assez semblable à celui des travailleurs blancs dans les colonies, c'est-dire qu'ils ont, en étant exploités eux-mêmes, leur fonction principale consistait à aider la domination de l'impérialisme anglais. Le colonialisme s'affuble toujours, pour se justifier, d'un prétendu « humanisme ». Pour qui-il donc le croire quand il se prétend ennemi de l'antisémitisme ?

Et ici, nous en venons au second argument des partisans du sionisme. Face à l'actuel des rapports mondiaux, la « solution sioniste » s'avérera la plus tragique de toutes. Les capitalistes allemands ont détourné le mécontentement des petits bourgeois paupérisés contre les Juifs. Aujourd'hui, les capitalistes anglais ont repris le flambeau de l'antisémitisme. Et, point abandonnés les Juifs (que l'impérialisme anglais a fait venir en Palestine) aux coups des armées arabes (entretenues, instruites et dirigées par des officiers anglais). Dans un cas d'une troisième guerre mondiale, les Américains, pour avoir l'appui du monde arabe — tout particulièrement dans le Moyen-Orient — n'hésiteront pas à abandonner